

NORVÈGE

On prévoit que la solide expansion de l'économie se poursuive jusqu'en 2013. La consommation et l'investissement privés, soutenus par les politiques budgétaire et monétaire, vont augmenter sensiblement. Les exportations bénéficieront de leur concentration dans les économies relativement fortes d'Europe et d'Asie. La hausse de l'activité et des cours des produits de base suscitera probablement une accélération de l'inflation des prix à la consommation dont le rythme est actuellement faible.

La politique monétaire étant confrontée à de très faibles taux d'intérêt à l'étranger et à d'éventuelles tensions sur le change, les autorités devraient maintenir le déficit budgétaire structurel hors pétrole à moins de 4 % du montant des avoirs du Fonds public pour les retraites. Les déséquilibres des marchés d'actifs, en particulier le niveau élevé des prix des logements et de l'endettement des ménages, doivent être traités au moyen d'instruments macroprudentiels et de la législation protégeant le consommateur.

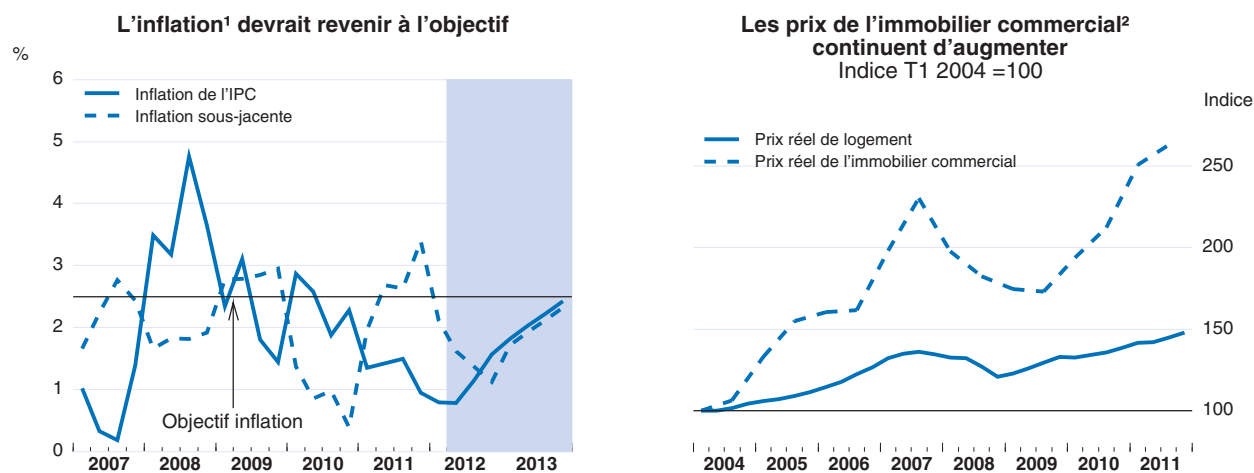
La conjoncture retrouve de la vigueur

L'économie continentale a renoué avec une croissance plus forte après avoir connu un ralentissement jusqu'au début de 2012. L'écart de production négatif, apparu à la suite de la crise financière mondiale, se réduit. Les investissements dans les plateformes pétrolières et les foreuses stimulent la demande intérieure. Les fortes hausses des prix du pétrole et la bonne tenue de l'économie se reflètent dans la valeur élevée de la couronne.

La Norges Bank devrait limiter progressivement la relance monétaire...

Du fait de la modération des prix à l'importation et de la vigueur de la couronne, l'inflation est restée en deçà de l'objectif. En mars, la Banque centrale a réagi à cette situation en abaissant le taux directeur à 1,5 %,

Norvège



1. Variation par rapport à l'année précédente.

2. Ajustés par l'IPC. Les données des prix de logement sont corrigées des variations saisonnières. Les données sur l'immobilier commercial sont celles de immeubles de bureaux à Oslo.

Source : Statistics Norway ; Norges Bank et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932611926>


Norvège : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	2 559.9	-1.7	0.7	1.6	2.3	2.6
Consommation privée	1 002.6	0.0	3.7	2.2	3.0	4.3
Consommation publique	488.4	4.3	1.7	1.5	1.5	1.5
Formation brute de capital fixe	542.3	-7.5	-5.2	6.9	5.7	5.2
Demande intérieure finale	2 033.4	-1.0	1.0	3.1	3.3	3.8
Variation des stocks ¹	84.8	-2.6	1.9	0.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 118.2	-4.1	3.1	3.1	3.0	3.7
Exportations de biens et services	1 197.1	-4.2	1.8	-1.1	-0.1	1.5
Importations de biens et services	755.3	-12.5	9.9	2.5	1.2	4.4
Exportations nettes ¹	441.7	1.7	-2.1	-1.2	-0.4	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
PIB continental aux prix du marché ²	—	-1.6	1.9	2.6	2.7	3.6
Déflateur du PIB	—	-6.4	6.4	5.7	3.7	2.7
Indice des prix à la consommation	—	2.2	2.4	1.3	1.1	2.1
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	2.1	1.3	1.0	2.2
Taux de chômage	—	3.2	3.6	3.3	3.3	3.2
Taux d'épargne des ménages ³	—	6.6	6.1	8.0	8.9	7.6
Solde des administrations publiques ⁴	—	10.6	11.2	13.6	15.1	16.3
Dette brute des administrations publiques ⁴	—	48.9	49.6	34.0	28.1	20.2
Balance des opérations courantes ⁴	—	10.8	12.4	14.6	16.9	16.0

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932613465>

c'est-à-dire nettement en deçà du niveau « normal » de quelque 4 %. Toutefois, le raffermissement de l'activité et la montée des prix du pétrole devraient rapprocher l'inflation de l'objectif à la fin de 2013. On fait donc l'hypothèse que la Banque centrale réduira progressivement la relance monétaire.

**... et le déficit budgétaire
devrait rester un peu
inférieur à la norme de 4 %**

La prévision suppose que le gouvernement applique les projets inscrits dans le budget national d'octobre 2011. Cela signifie que les recettes fiscales augmenteront proportionnellement au PIB au cours des deux prochaines années et que le déficit budgétaire structurel hors pétrole se creusera en 2012, tout en restant inférieur à 4 % des avoirs du Fonds public pour les retraites - Composante étrangère (GPFPG). En 2013, le gouvernement est censé maintenir ce déficit à moins de 4 % des actifs du GPFPG, sachant que la politique monétaire fait face à des taux d'intérêt très bas à l'étranger et que le rendement annuel du GPFPG ressort en moyenne à 2.9 % en termes réels depuis sa création.

La croissance devrait s'intensifier jusqu'en 2013

On prévoit une forte progression de la consommation et de l'investissement privés qui alimentera la croissance jusqu'à la fin de 2013. Les investissements du secteur pétrolier devraient s'accroître en réaction à la hausse des prix du brut. L'investissement résidentiel restera soutenu par l'augmentation de la population et une fiscalité favorable. Les prix des logements et de l'immobilier commercial continuent à augmenter de même que l'endettement des ménages et des sociétés. Néanmoins, le relèvement prévu des taux d'intérêt devrait atténuer l'incitation à s'endetter. Le développement de l'activité est de nature à attirer de nouveaux flux d'immigrés, ce qui aura pour effet de modérer l'évolution des salaires.

Le niveau élevé des prix de l'immobilier et de la dette interne comporte des risques

Néanmoins, le niveau élevé des prix de l'immobilier et de l'endettement intérieur comporte des risques pour l'économie et pourrait faire apparaître des déséquilibres financiers. Sur le plan extérieur, le principal aléa est toujours une accentuation de la crise de la zone euro qui aurait des répercussions sur la Norvège en raison des liens financiers existants.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-27-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.